

Une sortie de route économique ?

Unité syndicale pour la bataille !

Macron les pieds dans le tapis !

Brexit

P.2

Retraites

P.3

Turbulences à l'aéroport

P.4



Édito :

Ne nous y trompons pas : la grande mobilisation politique et sociale sur les retraites peut changer la donne. Elle cristallise le débat politique, fait resurgir la question sociale au premier plan, engage dans une opposition de classe des forces sociales considérables.

Le premier geste de Ciotti qui prétendait au retour en force de la droite sera donc de se ranger derrière Macron au nom des intérêts de classe. Quant à Le Pen, elle s'affiche contre le projet Macron mais continue de protéger le capital en proposant toujours plus d'exonérations de cotisations au patronat au gré des propositions de loi.

En face, le monde syndical et les forces de gauche se lancent dans la bataille dans un esprit de rassemblement combatif. C'est l'unité syndicale la plus aboutie à ce stade depuis de longues années à l'écoute des travailleurs et d'une opinion publique opposée à tout report de l'âge légal de départ à la retraite. Cette réforme apparaît donc pour ce qu'elle est : autoritaire sur la méthode, idéologique sur le fond au nom du dogme libéral invitant à faire payer toujours plus les travailleurs pour préserver les privilèges des puissances d'argent.

Alors oui, la bataille des retraites peut être gagnée et comme lorsque dans l'histoire le peuple travailleur se mobilise pour reprendre en main son avenir, elle peut contribuer à ce que la gauche dépasse le plafond de verre qui l'enserme aujourd'hui bien loin d'une majorité nécessaire au changement. Les communistes y ont engagé toutes leurs forces, sur le front du refus en faisant grandir l'opposition à la réforme, en lançant une campagne exigeant un référendum permettant au pays de s'emparer du débat, en développant leurs propositions pour une retraite à 60 ans à taux plein.

Mieux : dans les discussions tactiques qui ont occupé les forces de gauche au sein de la NUPES, ils ont contribué au rassemblement unitaire en privilégiant sans cesse le dialogue avec le monde syndical et le calendrier de mobilisations sociales décidé par ses organisations. Et c'est à l'initiative de Fabien Roussel et des communistes que s'est tenu la première conférence de presse sur les retraites des groupes parlementaires de gauche comme le premier meeting commun à Paris au gymnase Jappy.

À l'heure où chaque force de gauche est traversée par

d'importants débats, les communistes indiquent dans l'action la nécessité d'une majorité populaire agissante conjuguant combat politique, luttes et démocratie sociale. Ces débats grandeur nature sont aussi ceux de la gauche toute entière : si à LFI on a choisi de se passer du vote souverain militant dans le processus décisionnel, les écologistes se sont prononcé, les socialistes votent actuellement et les communistes ouvrent leurs travaux de congrès avec le vote de leur document d'orientation. Il leur appartient désormais de se prononcer sur l'appréciation qui est la leur de ce qui a été engagé avec Fabien Roussel ces dernières années et de retenir pour demain « l'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux » ou à l'inverse de retenir une orientation alternative.

Une chose est sûre : **Cette période intense de mobilisations sociales et de bouillonnement démocratique à gauche conditionne d'ores et déjà l'avenir du pays et plus particulièrement celui du monde du travail et des familles populaires.** Place au débat et à l'action !

Brasilia sous le choc



Il y a tout juste un an, le Congrès des États-Unis était envahi par des hordes d'opposants à Joe Biden. Cette tentative d'intimidation grotesque et anti-démocratique s'était heureusement soldée, malgré un décès, par le reflux des trumpistes, des arrestations d'agitateurs et le retour aux processus démocratiques.

Un an plus tard, le Brésil a vu se répéter avec un parallèle ahurissant la tentative des bolsonaristes de bousculer la légalité démocratique en prenant d'assaut et en vandalisant, le 8 janvier dernier, les lieux de pouvoir : Congrès, Tribunal su-

prême fédéral et Planalto, lieu de travail du chef de l'État. Ici aussi, la loi a pu reprendre ses droits avec près de 1200 incarcérations mais avec de fortes présomptions de complicité envers les forces de police et militaires. Le chef de la sécurité du district de Brasilia lui-même, ancien ministre de la justice de Bolsonaro et arrêté le 14, semblerait particulièrement impliqué dans ce qu'il est possible de nommer une tentative de putsch.

Le président Lula est prévenu : les obstacles à son travail seront nombreux, ses adversaires acharnés.

Serbie-Kosovo

Fin d'année tendue dans les Balkans



Ces dernières semaines, les Balkans ont une nouvelle fois connu un regain de tensions. Il s'agissait en l'occurrence de la réactivation du conflit larvé existant entre le Kosovo, qui avait proclamé son indépendance en 2008 et la Serbie, qui n'a toujours pas reconnu l'indépendance en question. Le nord Kosovo, où se concentre la minorité serbe, est le théâtre d'affrontements qui font la part belle aux symboles : des cartes d'identité ou des plaques d'immatriculation non reconnues par l'autre partie notamment.

Suite à la décision – aujourd'hui suspendue – prise par Pristina de faire changer les plaques d'immatriculation des serbes du Kosovo, des centaines de policiers serbes intégrés à la police kosovare, ainsi que des juges, des procureurs et d'autres fonctionnaires ont quitté leur poste. Les municipalités du nord étaient de plus appelées aux urnes pour le 18 décembre, élections que les serbes voulaient boycotter et finalement repoussées. Le tout avec la mise en état d'alerte renforcée des forces militaires serbes et le blocage dans les deux sens de la frontière.

Il s'en est suivi de nombreux affrontements entre la population du nord et les policiers de la majorité albanaise redéployés : blocages de circulation, barricades, fusillades...

Les deux côtés ayant fait preuve de volonté d'apaisement, il semblerait que la situation se soit calmée avec la réouverture de la frontière, le démantèlement des barrages et la levée de l'état d'alerte renforcée du côté serbe. Espérons que cela suffise à empêcher l'escalade des violences dans cette région où les emballements nationalistes restent toujours hautement probables.



Brexit

Une sortie de route économique ?

Deux années après sa sortie de l'Union européenne, le Royaume-Uni voit son économie entrer en récession. Avec une croissance en berne et une inflation supérieure à 10 %, l'année 2023 s'annonce sous le signe de l'austérité pour les britanniques.

Bien entendu, la crise sanitaire tout comme celle de l'énergie n'ont pas amélioré les conditions d'application du Brexit. Mais le Royaume-Uni est le seul représentant du G7 qui n'a pas retrouvé son PIB d'avant Covid. Cette nouvelle indépendance économique a d'abord causé la perte de certains marchés européens mais également le déclin des petits et moyens entrepreneurs du pays, dont l'activité était tournée vers l'exportation. Un alourdissement administratif conséquent sur l'entrée et la sortie du territoire a engendré une baisse de plus de 30% des exportations. L'emploi s'en trouve aussi impacté, où la nécessité d'un visa de travail s'impose.

En se retranchant sur lui-même, le Royaume-Uni a tout de même créé un protectorat économique avec une baisse de la concurrence dans plusieurs secteurs d'activité. Cependant, les répercussions amènent un bilan négatif, ainsi qu'une fragilisation de la première place boursière européenne.

D'un point de vue sociétal le pays voit de nombreux mouvements de grève se mettre en place avec la hausse des salaires comme revendication principale. La plupart des secteurs publics se retrouve sous pression, des enseignants aux douaniers ou encore le personnel de santé et les cheminots.

En parallèle, l'opinion publique sur les bénéfices du Brexit se ternit avec plus de la moitié des électeurs britanniques qui pense que la situation du pays a été aggravée par la sortie de l'Union européenne.

Avec le retrait du programme européen Erasmus+ et des majorations de frais de scolarité pour les étudiants internationaux, les conséquences sont aussi importantes sur le plan universitaire. L'Angleterre et l'Irlande qui figurent sur le podium des choix Erasmus risquent donc de perdre en attractivité.

En ce début d'année, le gouvernement britannique s'attaque désormais à la partie la plus lourde du Brexit, à savoir la modification ou l'abrogation des lois européennes qu'il avait intégrées. Un point qui aborde près de 4000 lois et ne devrait pas alléger les tensions qui pèsent actuellement sur le pays.

« Vérité et justice »

10 ans après le triple homicide de 3 militantes kurdes, la communauté kurde se rassemble !

Samedi 7 janvier 2023, l'ensemble de la communauté kurde de France s'est rassemblée à Paris. Deux semaines après l'assassinat raciste de trois Kurdes par un homme de 69 ans, l'émotion était d'autant plus grande que ce rassemblement était prévu de longue date pour commémorer les dix ans de la mort de trois militantes kurdes.

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez étaient froidement assassinées, de jour, en plein cœur de Paris. Un crime où l'implication des services turques du président Erdoğan ne fait guère de doute. Pourtant, au niveau judiciaire, rien n'a avancé en dix ans.

Ainsi, les demandes de dé-classification des informations détenues par les diffé-

rents services de renseignements français concernant cette affaire sont restées lettre morte. Sollicité à plusieurs reprises par les juges d'instruction, les gouvernements français successifs ont toujours opposé le secret-défense aux demandes.

Après la mort de l'assassin présumé Omer Güney, l'affaire ne doit pas s'arrêter là pour les Kurdes qui réclament justice et vérité. En effet, les commanditaires sont toujours vivants.

Les relations diplomatique avec l'État ture semblent toujours primer sur la justice au plus haut niveau de l'État français. C'est pourquoi il faut exiger la levée du secret-défense qui bloque l'instruction judiciaire.



Retraites

L'unité syndicale sonne le début de la bataille !



C'est le branle-bas de combat dans les rangs des organisations syndicales. Dès le 10 janvier et le discours prononcé par Élisabeth Borne sur son projet de réforme des retraites, l'unité syndicale s'est officialisée. CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO, FSU, Solidaires et UNSA, tous refusent le report de l'âge légal de départ à la retraite contenu dans la réforme défendue par le gouvernement et, sans surprise, par son allié idéologique : Les Républicains. Une première journée de grève et de mobilisation était fixée au jeudi 19 janvier (NDLR : article rédigé avant), un premier grand rendez-vous pour construire un mouvement massif et le rapport de force social nécessaire pour faire reculer les tenants de cette régression sociale, mais aussi faire entendre leurs propositions jusque-là restées sans écoute.

Côté politique, le RN s'oppose lui aussi, pour des raisons électoralistes, mais ne soutient pas le mouvement social et se contentera de combattre la réforme sur les plateaux radio et télé. À gauche, l'ensemble des forces s'insurgent contre le projet et contre les moyens arbitraires utilisés par le gouvernement pour passer en force une réforme dont une grande majorité des Français ne veut pas.

C'est donc aussi l'union du côté des forces de gauche. Toutes appellent à soutenir le mouvement social et préparent activement des initiatives communes. À commencer par le meeting de Japy à Paris, avec la participation de Fabien Roussel pour le PCF, Marie Tondelier (EELV), Mathilde Panot (LFI) et Olivier Faure (PS) qui, dès le 17

janvier dernier, rassemblaient la gauche pour une première offensive politique contre cette réforme injuste et brutale. La manifestation parisienne du 21 janvier organisée par LFI n'a quant à elle pas suscité une telle union.

Pour ce qui est du débat parlementaire, les différents groupes de gauche vont s'atteler à proposer ensemble des amendements et des propositions pour un système de retraite par répartition plus juste avec l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans.

Si le rapport de force construit par les organisations syndicales et la gauche ne suffisait pas à faire renoncer le gouvernement, le député communiste André Chassaigne a indiqué qu'une motion référendaire serait enclenchée.



Assurance chômage

Macron n'aime pas la protection sociale



Les coups n'arrêtent pas de pleuvoir sur les travailleurs privés d'emploi.

Le décret, d'abord retoqué par le Conseil d'État (car trop violent, même pour les juges), puis repoussé pour cause de Covid, est entré en vigueur.

Acte 1 : modification du calcul du montant des allocations.

Les règles de calcul du montant de l'allocation : le montant moyen des allocations chômage a baissé de 20 % pour 30 % des chômeurs indemnisés. Les populations les plus touchées sont les précaires qui alternent CDD et périodes de chômage.

Acte 2 : durcissement des règles d'accès à l'allocation chômage.

Avec l'allongement de la durée de travail nécessaire pour ouvrir des droits (de 4 à 6 mois), l'UNEDIC constate une diminution des chômeurs indemnisés.

Acte 3 : diminution de la durée d'indemnisation.

Pour toute ouverture de droits calculée sur une fin de contrat à compter du mois de février, la durée des droits calculée sera imputée de 25 % (certaines populations comme les intermittents du spectacle ou les dockers occasionnels ne sont pas concernées par cette mesure). Ces 25 % pourront être réintégrés à la fin des droits si la situation économique (taux de chômage) est jugée défavorable par le gouvernement ou en cas de formation qualifiante de plus de 6 mois.

Bref le gouvernement veut moins de chômeurs indemnisés, moins bien indemnisés et moins longtemps et ainsi maintenir une frange de la population dans une précarité professionnelle et financière permanente. Cette diminution de la durée d'indemnisation va faire basculer encore plus de privés d'emploi vers les minimas sociaux et en cas de recul de l'âge de la retraite, combien de nos concitoyens connaîtront une fin de carrière professionnelle avec un revenu en dessous du seuil de pauvreté (aujourd'hui seuls 35 % des 60-64 ans sont actifs) ?

Manque de médicaments

Une production mondialisée avec ses limites



Paracétamol, Amoxicilline... selon l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament, la barre des 3000 molécules en rupture de stock ou en risque de rupture a été franchie. Le taux de tension, qui signifie l'impossibilité de fournir une pharmacie pendant une semaine ou plus, a pratiquement doublé en passant de 6,5 % à 12,5 %.

Pourtant, les usines de Sanofi en France annoncent des productions record pour l'année 2022 avec plus de 420 millions de boîtes de Doliprane fabriquées. **Cependant, si les boîtes de médicaments sont bien confectionnées sur le territoire français, la production des principes actifs est à l'étranger, principalement en Inde et en Chine.**

En 2020, le gouvernement français s'est engagé à relocaliser une partie de la production pour une trentaine de médicaments qui ont le plus manqué sur ces dernières années, en priorisant les traitements à intérêt thérapeutique majeur comme les anti-infectieux, les médicaments du système nerveux et ceux cardiovasculaires. Ceci dans l'objectif qu'il n'y ait pas de conséquences sur la santé des citoyens par manque d'approvisionnement.

Pour l'heure la relocalisation est en cours mais les résultats de production ne sont pas encore visibles. Du côté de Sanofi, l'annonce de développements potentiels est dans l'attente du bilan financier du groupe. Un géant pharmaceutique qui a déjà effectué des plans de réduction du personnel au cours de l'année dernière.

Afin de limiter les risques de pénurie, l'ANSM a donc décidé d'augmenter le stock minimal de sécurité en le faisant passer de deux à quatre mois pour 422 médicaments d'intérêt thérapeutique. Une solution qui ne pourra résoudre le problème de production, dans une situation où la Chine commence à restreindre ses exportations de principes actifs.

100 ans de communistes en Loire-Atlantique

Rencontre avec Paul Plantive

NLA : Paul, dans le livre 100 ans de communistes en Loire-Atlantique, tu as décrit dans ton témoignage ton cheminement de militant communiste

Paul : Je ne veux pas répéter mon témoignage, vous le trouverez dans le livre 100 ans de communistes en Loire-Inférieure et Atlantique, 100 portraits et récits pour un centenaire 1920-2020 avec tous ceux de mes camarades.

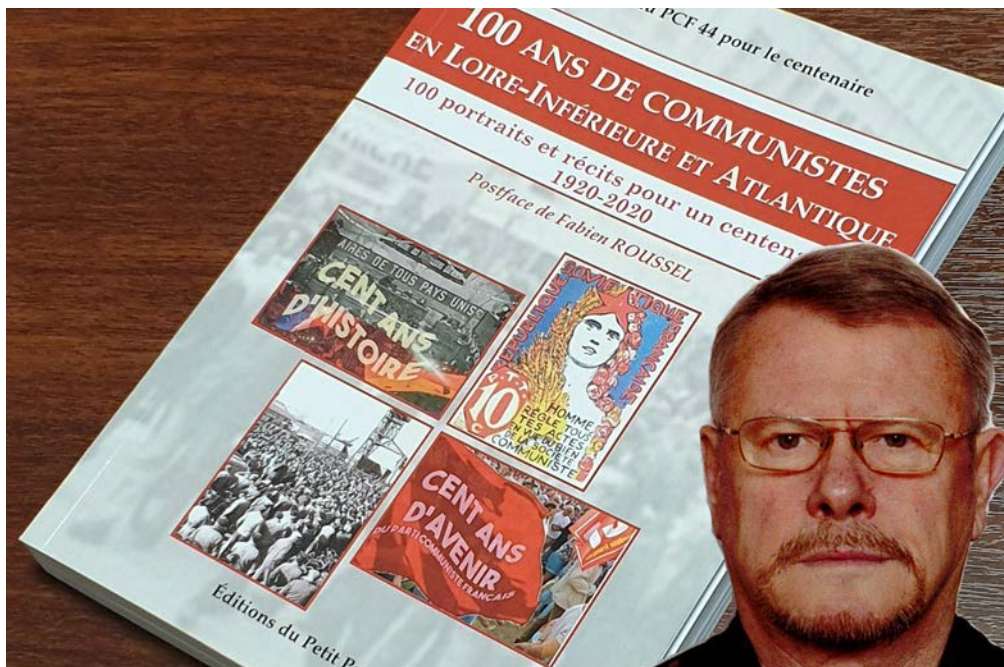
J'ai milité dès mon plus jeune âge et en 1970 j'ai adhéré au PCF. Fils d'un ouvrier de la DCN d'Indret, je suis comme lui, chaudronnier. De 1963 à 2002, j'ai exercé mon métier au Port Autonome de Nantes Saint-Nazaire. Le fait d'être portuaire m'a beaucoup aidé pour mon militantisme au syndicat et aussi à la cellule portuaire que j'ai créée. Dans le même temps, sur le terrain communal de La Montagne, à partir de 1971, j'ai trouvé un parti bien organisé.

En 1971, à 32 ans, je suis élu communiste avec six autres militants (trois hommes et trois femmes) au Conseil municipal d'Union de la Gauche. Nommé adjoint aux sports, j'y resterai jusqu'en 1995. Cette année là, j'ai laissé ma place à Liliane, mon épouse qui sera élue d'abord en tant qu'adjointe, puis deviendra maire en 2005 jusqu'en 2014.

Sans Liliane, la femme du communiste, je n'aurais pas milité autant, je lui dois beaucoup.

NLA : Mais, depuis la parution du livre, tu as fait le choix de le diffuser largement autour de toi

Paul : J'ai acheté le livre le soir du meeting de Fabien Roussel qui s'est tenu à Nantes



pour l'élection présidentielle. Ce livre m'a beaucoup plu. Je remercie les camarades du Collectif du PCF 44 qui ont fait un travail remarquable. En plus du côté historique, il contient un véritable trésor de témoignages qui nous fait découvrir les authentiques portraits des militants que nous sommes. J'ai donc pris la résolution de participer activement à sa diffusion.

En octobre 2022, j'ai présenté le livre lors des questions diverses de l'Assemblée Générale des Retraités CGT du Port, où il y avait environ 80 personnes.

Sur le champ, j'ai vendu huit livres et cinq autres m'ont été commandés. J'en ai également vendu dans ma commune à La Montagne à des retraités d'Indret ainsi qu'à des personnes de mon entourage. À ce jour, j'ai contribué à la diffusion de trente livres.

NLA : Cet ouvrage est évidemment d'actualité à l'heure où les communistes préparent leur 39e congrès

Paul : Le 39e congrès s'annonce, tous les communistes qui se sont exprimés dans le livre ont un lien avec le passé, mais aussi avec le présent et s'exprimeront à nouveau pour définir les orientations politiques de demain. Les jeunes devront aussi y jouer un rôle déterminant.

Je compte y contribuer en tant que militant de base et souhaite l'adoption de la base commune qui nous conduit à DES JOURS HEUREUX.

Transports

Quand la majorité régionale déraile...



Mauvaise surprise pour les Ligériens et Ligériennes : la majorité régionale a décidé d'appliquer dès janvier 2023 une hausse des tarifs de transports scolaires et interurbains.

L'abonnement des particuliers aux TER a augmenté de 4€ par mois, les billets de train unitaires de 6 %, et en septembre, c'est l'abonnement annuel aux transports scolaires qui passera de 110€ à 150€ par enfant, soit + 36 %. Le surcoût inflationniste est estimé à 31 millions pour les transports et la Région espère obtenir 8 millions d'euros de gains grâce aux augmentations réparties sur les usagers. Pour Roch Brancour, vice-président en charge des transports, « ces choix sont imposés par l'explosion des coûts des carburants et de l'énergie (...) les transports ont un coût et l'inflation ne doit pas conduire à dégrader le service rendu aux usagers ».

La réalité, c'est que Christelle Morançais et sa majorité s'entêtent à maintenir l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire. Depuis 2018, la Région a dépensé 9 millions d'euros en assistance à maîtrise d'ouvrage suite à cette décision complètement inadaptée au modèle ferroviaire. Désorganisation, envolée des prix, qualité de service dégradée, conditions sociales dégradées pour les salariés, voilà les conséquences promises par la politique ultra-libérale de la présidente de Région.

Rappelons-nous que l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire a été un désastre pour l'environnement avec plus d'un million de camions supplémentaires sur les routes, un désastre social avec la suppression de milliers d'emplois, un service public restreint avec la fermeture de nombreuses gares et la suppression de dessertes jugées non rentables ! **Alors que d'autres pays européens font le choix de la renationalisation, montrant ainsi l'inefficacité de l'ouverture à la concurrence, la droite régionale fait un choix irresponsable en préférant faire payer les Ligériens et Ligériennes.**

Turbulences à l'aéroport de Nantes

Macron les pieds dans le tapis !



Quand l'aéroport de Nantes-Atlantique sera-t-il enfin réaménagé ? C'est la question que se posent de nombreux acteurs locaux, élus, associations, riverains, tous agacés par les énormes retards pris alors que les nuisances sonores liées à l'activité aérienne continuent et s'amplifient. En effet, depuis la crise de la Covid, le nombre de vols avait chuté et l'aéroport n'avait accueilli que 2,3 millions de passagers en 2020, 1 million de plus en 2021.

Aujourd'hui, la normalisation du trafic remet sur la table la question des gênes occasionnées et l'urgence d'un réaménagement. Le changement d'orientation de la piste proposé par l'État était techniquement impossible, c'est pourquoi l'idée d'un allongement de 400 m de la piste actuelle était actée par l'État et la DGAC, en décembre 2021. Selon eux, l'allongement permettait de décaler les seuils d'atterrissage et relevait l'altitude des avions en approche pour diminuer les nuisances. Des approches guidées avec précision par le système de guidage vertical ILS. Cette idée a tout de même soulevé des doutes au sein de la DGAC, notamment de la part du responsable du réaménagement, qui a été remplacé fin 2021.

Or, le rifi à la DGAC sur cette solution compromet désormais le scénario de l'allongement. D'autant plus que le renouvellement de la concession, aujourd'hui gérée par Vinci Airports, doit avoir lieu en ce début d'année. Au vu des difficultés rencontrées, les candidats en lice pour la concession, tels l'entreprise Eiffage, ont jeté l'éponge. Vinci est donc le seul concessionnaire possible et peut envisager de nouvelles ambitions financières, encore bien plus juteuses.

Après l'abandon du transfert de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes il y a 5 ans, l'État et la DGAC avaient déclaré la faisabilité d'un réaménagement en 2 ans. Nous n'y sommes pas et l'exaspération légitime que suscite l'immobilisme des autorités publiques pourrait s'exacerber. L'État prévoit 10,7 millions de passagers en 2040 et 77 000 mouvements sur l'année. **Il est donc urgent que le gouvernement assume ses responsabilités. Il reste que la seule solution sérieuse à terme, est le transfert.**

Compte personnel de formation

Victime de son succès ou victime d'arnaques à grande échelle

Le compte personnel de formation (CPF) est un dispositif de financement de formation continue professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale. Entré en vigueur en 2015, il remplace le droit individuel à la formation (DIF). La gestion des comptes est assurée par la Caisse des Dépôts et Consignations sur déclaration de l'employeur et un site Internet permet aux bénéficiaires de gérer leur compte personnel de formation et de connaître leurs droits à la formation.

Problème, la « simplification » des démarches a permis à un grand nombre de fraudeurs de profiter de celle-ci avec la notoriété du CPF. Par des tentatives de hameçonnage par téléphone, SMS et mail, les données personnelles dérobées des comptes CPF se sont retrouvées dans les mains des fraudeurs.

On estime le montant de la fraude au Compte Personnel de Formation à **43,2 millions d'euros en 2021 et cela sans compter les divers organismes de formation dont la réalité ou la pertinence est discutable.**

La loi pour « la liberté de choisir son avenir professionnel » de septembre 2018 a effectivement rebattu les cartes de la formation professionnelle en individualisant au maximum la responsabilité de se former, et créé

un déficit de financement que le gouvernement veut maintenant combler.

Dans le cadre du projet de loi de finances 2023 entériné par un 49.3 mi-décembre, le gouvernement a instauré un reste à charge pour les bénéficiaires du CPF. Sans préciser le montant de ce reste à charge (20-30 %) qui sera pris à la discrétion d'un décret, ce sera aux salariés d'assumer les conséquences de cette crise financière structurelle.

Ce sont les salariés les plus fragiles et les plus âgés qui seront les grands perdants de cette décision, ceux qui ont le plus besoin de se former. Un moment particulièrement mal choisi pour un gouvernement qui souhaite les voir travailler plus longtemps mais visiblement sans qu'ils puissent mettre à jour leurs compétences tout au long de leur vie professionnelle.

La casse des outils de formation et des réformes ont renforcé la marchandisation de la formation, sans mettre en avant le conseil pour l'évolution professionnelle. Même si cette fraude massive n'explique pas le déficit financier constaté, elle illustre une politique du chiffre et du tout business où la place de l'Homme dans la travail est oubliée.

Cette offre de formation est éligible à

**MON
COMPTE
FORMATION**

moncompteformation.gouv.fr



Des sous pour nous gazer mais pas pour les services publics



Dans son édition du 20 décembre dernier, le Canard enchaîné nous apprenait que notre cher ministre de l'intérieur, M. Darmanin, avait fait commande pour plus de **38 millions d'euros de lacrymos, de fumigènes et de grenades assourdissantes.**

Le record de 2018 est largement battu, il " n'était que " de 10 millions d'euros. Le ministre de l'intérieur avait - il anticipé les fortes mobilisations de ce début d'année ? Cela montre bien la politique de ce gouvernement de mater par la répression les conflits sociaux. Il est à noter également qu'il a décidé d'augmenter de manière significative les effectifs de maintien de l'ordre de la Police nationale et de la gendarmerie.

La police du quotidien et les enquêteurs n'ont pas cette même considération et ne parlons même pas des services publics de la santé ou de l'éducation. **Nos yeux, gorges et nez risquent de piquer cette année et pas à cause du froid hivernal.**

Assemblée générale de l'Amicale des vétérans

Le 12 janvier 2023, les vétérans du PCF de Loire-Atlantique se sont réunis



D'emblée dans son introduction, Gérard Guérin, président de l'amicale, a donné le ton à cette rencontre fraternelle à laquelle 25 camarades ont participé, en parlant des choix faits au 38e congrès par les communistes et plus précisément de la mobilisation des militants et des sympathisants dans la campagne des présidentielles.

Une campagne ambitieuse, volontaire, dynamique avec la candidature de Fabien Roussel, choisie et attendue par les communistes et le rappel du beau et stimulant meeting de Nantes.

Beaucoup de sujets abordés dans cette rencontre : les retraites bien sûr avec les mobilisations qui se préparent, le pouvoir d'achat, en particulier celui des retraités, mais aussi la paix menacée dans le monde, la casse des services publics. Interventions autour d'un sujet au cœur du 39e congrès : ou poursuivre le travail engagé depuis le 38e congrès ou le retour en arrière et l'effacement du parti face au comportement hégémonique de la France Insoumise et de Jean-Luc Mélenchon.

C'est notre camarade **Nicolas Marchand, représentant l'amicale nationale à notre assemblée, qui a pointé quelques sujets, en invitant les camarades à mesurer ce que nous avons fait depuis le dernier congrès avec l'engagement d'un processus de reconquête pour reconstruire un électorat communiste.** Rappelant la présence

utile de Fabien Roussel dans les médias nationaux et dans les grands débats qui traversent la société. Éclaircissement aussi sur notre conception du rassemblement avec dans le même temps **l'affirmation du projet communiste et celui de la reconquête des milieux populaires face à l'abstention et à la déception de la gauche.** De nombreux camarades ont fait part de leur ressenti sur le capital de sympathie envers les communistes et Fabien Roussel.

Avant que le débat ne se prolonge autour de l'apéritif et d'un excellent couscous, c'est notre camarade Aymeric Seassau qui a pris la parole pour situer la période dans laquelle nous nous trouvons, tant sociale, sociétale que politique. **En faisant mesurer lui aussi combien le retour de la parole communiste en France est utile au monde du travail et à la société tout entière.** Une parole ouverte, rassembleuse, ambitieuse même face à la chape de plomb libérale où beaucoup de réponses, y compris à gauche, ne sont pas à la hauteur des enjeux. C'est cette volonté qui fait mesurer l'importance pour les communistes de reprendre leur avenir en main. C'est par une invitation aux vétérans, au regard de leurs années d'engagement et d'expérience militante, à s'engager pleinement dans le débat qui s'ouvre **pour faire du 39e congrès une nouvelle étape des communistes afin de poursuivre le choix que leur parti reste communiste et d'être toujours utile au peuple et au pays.**

1943 **2023**

IL Y A 80 ANS

**LES PROCÈS
DES 42
ET DES 16**

**ET LA RÉPRESSION
DES FTP NANTAIS**

COMMÉMORATIONS

NANTES & STE LUCE/LOIRE
28 JANVIER

LA CHAPELLE-BASSE-MER
29 JANVIER

REZÉ
26 FÉVRIER

JOURNÉE D'ÉTUDE D'HISTOIRE
NANTES 4 FÉVRIER

EXPOSITION FILM DOCUMENTAIRE THÉÂTRE
NANTES, REZÉ, STE LUCE/LOIRE

RETROUVEZ LE PROGRAMME COMPLET SUR : www.resistance-44.fr

Les procès des 42 et des 16

Journée d'étude & commémorations

Quelques mois après l'exécution des 50 otages se sont déroulés, au Palais de justice de Nantes, les procès dits « des 42 » puis « des 16 », entre janvier et août 1943, simulacres de procès visant à criminaliser tout acte de résistance et à terroriser la population tout en réactivant l'anti-communisme ambiant. Malgré les condamnations et les exécutions, l'esprit de résistance et la haine des nazis sortirent renforcés.

Afin de perpétuer la mémoire de la Résistance et de rendre hommage au sacrifice des résistants engagés dans la bataille contre le nazisme, plusieurs événements sont initiés :

Samedi 28 janvier

10h00 - Nantes, Monument du terrain du Bêle, rue Claude et Simone Millot. Cérémonie commémorative, suivie de l'inauguration de la rue Alfredo Gomez Ollero puis d'une réception offerte par la municipalité

16h30 - Sainte-Luce-sur-Loire, place Jean et Renée Losq. Hommage à Jean et Renée Losq

Dimanche 29 janvier à 11h00

Divatte-sur-Loire, cimetière de La Chapelle-Basse-Mer. Hommage aux cinq Républicains espagnols inhumés dans le cimetière

Jeudi 2 février à 12h00

Nantes, Maison des syndicats, boulevard de la Prairie aux

Ducs. Hommage aux syndicalistes victimes de la répression pétainiste et nazie.

Samedi 4 février de 9h30 à 17h00

Nantes, Hôtel du Département - 3, quai Ceineray

Journée d'étude sous la direction de Thomas Fontaine, docteur en histoire, spécialiste de la répression et des déportations au départ de la France occupée, directeur des projets du Musée de la Résistance nationale.

À noter l'ouverture de Michel Ménard, président du Conseil départemental et la participation de Christian Retailleau, président du Comité du Souvenir, ainsi que de nombreux historiens, notamment Alain Croix, Louis Poulhes, Éric Brossard, Alain Bergerat, Gaël Eismann, Serge Defois...

Pour plus de détails (inscription, lien visioconférence, programme), voir sur le site www.resistance-44.fr

Dimanche 26 février

10h30 - Rezé, square Jean Moulin. Hommage aux FTP rezéens fusillés

14h30 - Rezé, Théâtre municipal Pont-Rousseau, 6 rue Guy Le Lan. Projection du documentaire de Marc Grangiens Le procès des 42 et pièce de théâtre d'Antoine Rossi

Bella Ciao de Baru

Sortie du 3^e* tome chez FUTUROPOLIS
tobiographique, sur les enfants d'immigrés dans les cités ouvrières de Lorraine dans les années 1950.

Cette bande dessinée propose une réflexion sur l'immigration italienne en France.



Dans le 1er tome, on démarre en 1893, par l'histoire des marais salants à Aigues-Mortes et le massacre d'ouvriers italiens, le plus grand massacre d'immigrés de l'histoire contemporaine de la France. D'autres épisodes sont évoqués, l'époque mussolinienne où les ouvriers vivant en France sont mobilisés par l'armée italienne, et tout ces moments de dissensions entre Église et Communisme qui se répercutent jusque dans les repas de famille...

À travers ces passages de l'histoire, Baru propose quelques réflexions et revient entre autres sur les origines de la chanson "Bella Ciao". Il signe une œuvre, partiellement au-



Le récit semble être fait de bric et de broc, assemblant des anecdotes, des souvenirs de famille, des moments de l'Histoire, des portraits-hommages aux victimes, des réflexions sur leur culture, leur immersion dans leur nouveau pays, les recettes de pâtes. C'est un hommage à toute cette population d'origine italienne assimilée dans la population française, même si j'ai par-

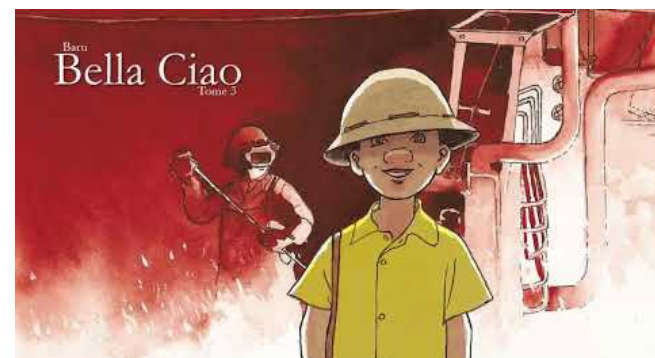
fois eu du mal à m'y retrouver dans les allers-retours des protagonistes entre les époques.

À retenir le regard des chevaux, la connivence des personnages qui amènent le sourire et nous rappellent les mots de

nos propres familles.

Bella Ciao est légère par le ton et le dessin et profonde par son humanité.

Pour rappel, « Bella ciao », c'est un chant de révolte, devenu un hymne à la résistance dans le monde entier... Baru nous raconte une histoire populaire et pose la question du prix que doit payer un étranger pour cesser de l'être, et devenir transparent dans la société française. **L'étranger, ici, est italien. Mais peut-on douter de l'universalité de la question ?**



La semaine du film palestinien

Du 25 janvier au 5 février 2023



En partenariat avec les associations de la plateforme 44 des ONG pour la Palestine, l'Association France-Palestine Solidarité 44 organise la 6^e édition de la Semaine du film palestinien en Loire-Atlantique.

À travers les fictions ou les documentaires proposés, nous entrons dans les douleurs, les espoirs, la mémoire d'un peuple dont la tragique condition n'empêche pas la joie de vivre, sans oublier humour et sens de l'autodérision...

En dépit des multiples difficultés que les professionnels du cinéma palestinien rencontrent, ceux-ci continuent de porter à l'écran l'histoire, les souffrances mais aussi les joies de ce peuple que l'on essaie de rendre invisible et qui ne demande qu'à vivre libre.

Ce festival, dont les films programmés seront projetés dans une vingtaine de salles du département - deux de plus que l'an dernier - présentera onze films qui mettront en lumière, une fois de plus, une production cinématographique variée et féconde en valorisant la créativité des Palestiniens d'Israël, de Palestine et de la diaspora.

Ces œuvres, par leurs sujets, donnent à voir les réalités quotidiennes palestiniennes et permettent de comprendre l'histoire de 70 ans de conflit.

La Semaine du film palestinien s'inscrit dans une palette de diverses actions menées par l'Association France-Palestine Solidarité. L'ensemble de la programmation, films, salles et horaires, est visible sur leur site internet.

Congrès 2023

Construire l'autonomie et le rassemblement



Ancré dans les luttes populaires et la volonté de construire une perspective politique de progrès, le processus démocratique qui mène au congrès national est à l'œuvre.

Dans le contexte d'aujourd'hui, ces débats contradictoires expriment des questions posées depuis longtemps au PCF, en particulier à propos du rassemblement et de l'autonomie de sa propre organisation, de ses propositions de fond pour donner corps à une alternative communiste au capitalisme financiarisé. **Il est possible de repérer des moments de perte d'influence après chaque participation gouvernementale (1984, 2002). Quelles en sont les causes ? Un ensemble ou une cause essentielle qui fait tendance ?**

Parmi celles-ci, le congrès 2018 avait réalisé un bilan critique de nos volontés et initiatives de rassemblement à gauche depuis le programme commun de 1972

et singulièrement jusqu'à la construction du Front de gauche en 2009. Les difficultés de l'après 2012 pesaient. C'est la volonté de résoudre notre effacement progressif en faveur d'une candidature d'union inscrite dans la présidentialisation qui l'avait finalement emporté par une orientation nouvelle tout en préservant l'unité du PCF.

Cette décision des adhérents a permis de retrouver une visibilité qui s'est concrétisée par **les candidatures légitimes de Ian Brossat aux élections européennes 2019 et de Fabien Roussel aux élections présidentielles 2022**, d'assumer des débats avec le mix énergétique public (nucléaire-renouvelable), une alimentation saine, locale et accessible pour tous (le beau et le bon), et de réaffirmer avec force que nous sommes le parti du travail et du salaire qui s'émancipe du capital (le travail universel et sa sécurisation). Des campagnes intenses qui ont permis de redonner de la confiance par nos propositions, de l'identification et de la sympathie à notre présence.

Le poids du vote utile, avec sa dimension circonstancielle, aura été une nouvelle fois préjudiciable.

Dans leur vote de fin janvier, les adhérents auront à choisir entre la base commune issue d'une majorité des votes au conseil national et d'un texte alternatif. Construire l'unité du PCF dans sa diversité se fait par un débat éclairé, exigeant, vrai et fraternel en maîtrisant les tenants et les aboutissants.

Une visibilité reconnue de notre dimension communiste dans le monde du travail et de la création - sans soumission à qui que ce soit - se bâtit en permanence.

Construire le rassemblement nécessaire sans assujettissement impose aussi une influence renouvelée du PCF. Aux communistes de choisir !

Et toi, tu attends quoi du congrès ?

Interview de Jérémie Rondeau



NLA : Qu'attends-tu du 39e congrès du PCF ?

Jérémie : Le prochain congrès sera l'occasion de confirmer le positionnement du Parti communiste français en tant qu'une des principales forces de gauche. À un moment où l'extrême droite est à son plus haut et face au déni de démocratie du gouvernement depuis la réélection d'Emmanuel Macron et son utilisation du 49.3, les Français ont besoin d'un parti force de propositions et qui reste

nouvelles personnes, notamment les jeunes. Un discours moderne et une image jeune sont les atouts du PCF pour symboliser une gauche conquérante qu'une grande partie des Français appelle de ses vœux.

NLA : Le rassemblement de la gauche va être au cœur des débats. Selon toi, quelle stratégie serait susceptible de faire gagner la gauche ?

Jérémie : Il est indispensable que le PCF soit à l'avant-garde des luttes sociales : réforme de l'indemnisation chômage, recul de l'âge de la retraite... Nous devons être au cœur des débats sans tomber dans les polémiques futiles qui nuisent au discours politique. Les Français veulent des solutions concrètes à leurs difficultés du quotidien et non des querelles d'ego et des débats stériles.

NLA : Tu es membre du collectif «aéro» du PCF, le collectif édite un journal « Vue d'avion ». Le collectif a-t-il de nouveaux objectifs ?

Jérémie : Le collectif «aéro» a l'ambition de retrouver une place au sein des entreprises car depuis trop longtemps le PCF n'est plus visible dans les entreprises aéronautiques que ce soit chez les donneurs d'ordre ou les PME. L'aéronautique et le spatial occupent une place essentielle dans notre économie et sont au cœur de notre indépendance nationale en matière de défense. Nous sommes le deuxième acteur mondial derrière les États-Unis. Malheureusement les choix politiques actuels font la part trop belle aux actionnaires des grands groupes industriels au détriment des salariés. La crise covid a été l'occasion d'un soutien massif à toute la filière mais sans contrepartie en termes d'emplois, d'investissements et de progrès sociaux. C'est pourquoi notre collectif «aéro» est attaché à redonner aux salariés de ce secteur la possibilité de peser sur les choix stratégiques et industriels.

fidèle à ses engagements. Ce parti, c'est le PCF ! Celui de la Sécurité sociale, du système de retraite par répartition et du progrès social. Lors de la dernière présidentielle, nous avons fait campagne sur le thème des jours heureux. Ceci nous a valu une très bonne image auprès de l'opinion publique, il faut continuer dans ce sens en prônant une autre voie que celle des restrictions et des reculs sociaux.

NLA : Tu as participé au congrès de 2018, quel bilan tires-tu de ce dernier mandat ?

Jérémie : Fabien Roussel a su incarner depuis le dernier congrès une image moderne du PCF. Il symbolise le renouveau d'un parti centenaire mais dont les idées et les revendications restent toujours d'actualité. Il faut continuer dans cette orientation qui fédère de

Consultation pour le choix de texte de base commune

Les communistes sont appelés à voter

Congrès de Marseille Bulletin de vote

Choix de la base commune

L'ambition communiste pour de nouveaux Jours heureux
Projet de base commune présenté par le conseil national du PCF

Urgence de communisme Ensemble pour des victoires populaires
Texte alternatif, présenté par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).

*La liste des signataires de ce texte est présente dans le document accompagnant ce bulletin de vote.

Avant le congrès de Marseille qui se déroulera les 7, 8, 9 et 10 avril, les communistes vont tenir leurs congrès de sections et leurs congrès départementaux. Ils vont d'ici là choisir le texte de base commune qui sera le texte d'orientation commun des communistes, celui qu'ils auront à enrichir jusqu'au congrès de Marseille. La consultation pour le choix du texte de base commune aura lieu les 27, 28 et 29 janvier.

Le matériel de vote est parvenu aux communistes et le document national comprenant les textes en débat est disponible auprès des sections et de la fédération. C'est un grand moment démocratique qui s'ouvre. Chaque communiste peut s'exprimer et contribuer à décider des orientations politiques du PCF pour les 3 prochaines années.

Trois Moyens de voter

1) Dans les bureaux de votes installés :

- Au local de la section de Brière, samedi 28 janvier de 10h00 à 12h00
- Au local de la section de Rezé Sud Loire, samedi 28 janvier de 10h00 à 12h00
- À St Nazaire, salle de l'Agora le samedi 28 janvier de 9h30 à 12h00 et au local de section de 17h30 à 18h30
- Pour la section de Nantes et les autres adhérents de la fédération, vendredi 27 janvier de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00. Le samedi 28 et le dimanche 29 de 9h00 à 13h00

2) Par courrier dans l'enveloppe T de retour, à retourner à la fédération.

3) En transmettant ton enveloppe de vote à l'intérieur de l'enveloppe T de retour à un responsable de ta cellule ou de ta section.

Le dépouillement à la fédération, sous la responsabilité de la commission départementale de transparence, s'effectuera le dimanche 29 janvier à 13h00. les résultats seront publiés dans les *Nouvelles de Loire-Atlantique*.



**Nouvelle année
nouvelle direction pour la JC**



L'aube de l'année 2023 a à peine pointé le bout de son nez que les vents de changement se font déjà sentir, porteurs de réformes qui suscitent la réprobation de la classe laborieuse. La réforme des retraites, qui remet en cause notre modèle social, est imposée avec insistance par le gouvernement, dans le but avoué de le détruire. Les mots peuvent sembler durs, mais ils reflètent la réalité d'une situation qui, hélas, est bien réelle. En repoussant l'âge de la retraite, le gouvernement prive les travailleurs de leur droit au repos après une dure vie de labeur, mais il a également pour objectif de les inciter à cotiser pour des systèmes de retraites complémentaires, basés sur la capitalisation.

Par ailleurs, il est important de souligner que l'allongement de la durée de cotisation pénalise gravement les jeunes. Ceux-ci sont soumis à des contrats précaires, à des périodes de chômage, des stages, des services civiques et des contrats à temps partiel mal rémunérés, rendant difficile pour eux de valider des trimestres pour leur retraite. C'est une injustice qui doit être corrigée afin d'assurer un avenir plus équitable pour les générations futures.

Notre génération refuse de se soumettre à la tyrannie du travail au service exclusif du capital. Nous prônons la création d'emplois stables et rémunérateurs, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports et de la transition écologique, qui permettront de financer une réforme des retraites plus juste et plus progressiste. Il est possible de partir à la retraite plus tôt et dans des conditions plus favorables !

C'est dans cette perspective que notre fédération poursuit sa campagne contre la réforme du baccalauréat professionnel. Cette filière, injustement considérée comme une voie de garage, est menacée par une offensive qui va fragiliser l'éducation de nombreux élèves, souvent marginalisés par le système éducatif « traditionnel ». Avec l'augmentation du nombre de semaines de stage, passant de douze à seize, le gouvernement prétend « renforcer » le baccalauréat professionnel, mais en réalité, il l'éloigne de plus en plus de sa vocation éducative. Cette décision, qui privilégie l'expérience pratique au détriment de la formation théorique, est une erreur qui risque de pénaliser un tiers des lycéens.



De plus, en optant pour un financement des stages par l'État, plutôt que par les employeurs, l'État entend utiliser les lycéens comme de simples instruments pour répondre aux besoins immédiats du marché du travail. Cette décision est une grave injustice qui va pénaliser ces élèves, qui seront réduits à des moyens de production temporaires au service du patronnat.

Notre fédération a récemment connu un renouvellement de bureau, avec le départ de Marius Hego de son poste de secrétaire fédéral. Nous accueillons l'arrivée de Gabriel Augeat pour occuper ce poste, ainsi que celle de Lucas Papin en tant que nouveau secrétaire à l'organisation. Nous leur souhaitons une bonne chance dans leurs nouvelles fonctions, et les accompagnerons dans les prochaines luttes à venir.

Archives du journal NLA

Continuités et discontinuités



Les archives du journal départemental de la fédération se sont enrichies. Quarante années de NLA numérisées dont l'ensemble est consultable en ligne. Ce travail sur une période de 1982 à 2022 est utile. Il permet d'apporter une brique pour aider à comprendre les situations et les luttes sociales du contexte local. Et ainsi mieux appréhender le mouvement de la société et les points de vue défendus par le PCF 44. Élections locales et nationales et vie de l'organisation sont aussi des réalités permanentes.

L'année 1981 est en cours avec les grands formats de ce temps. Une publication hebdomadaire de deux ou quatre pages.

Contre la désindustrialisation, la réalité de la sauvegarde de ce potentiel et donc des emplois des travailleurs est une des grandes continuités du discours communiste. Non seulement en France mais spécifiquement dans sa dimension départementale.

Deux industries sont valorisées et défendues en permanence sans oublier les autres. L'aéronautique (SNIAS, Aérospatiale puis Airbus) et la Navale, que ce soit hors et dans le gouvernement sous des formes diverses. Le « Produire français » pour la reconquête du marché intérieur est le slogan majeur qui l'incarne. Les luttes pour la paix sont aussi à la Une : « Désarmement, 250 000 à Paris pour la paix », ou encore « Oui à la centrale pour vivre au pays ».

Dans un numéro de 1981, un article nous apprend que la concrétisation du tramway s'accélère avec la convention passée entre les collectivités et le nouveau ministre communiste des transports en visite à Nantes, Charles Fitermann. **Le titre de l'article : « Un tramway nommé avenir », un vrai désir de transport en commun porté par le journal.**

Les discontinuités sont moins évidentes à cerner. Bien sûr, les formats et les présentations ont changé, des manières d'écrire probablement. La page culture s'est réellement étoffée et les sujets liés à la nature et l'écologie ont pris progressivement leur place. Il est possible de les repérer dans les discussions et décisions de congrès. **En 1985 par exemple, la critique des accords au sommet (type programme commun) laisse place à la volonté de construire « un rassemblement populaire majoritaire ».** De quoi éclairer notre présent...sans doute !

<https://nla44.fr/nla44>

Hommage à

Gaston Péan

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Gaston Péan, survenu le dimanche 11 décembre, à l'âge de 94 ans. Après une vie de prêtre dans la région de Nevers, il était arrivé en Loire-Atlantique après avoir, comme on dit, « défroncé ». Toujours croyant, il avait adhéré de longue date au Parti communiste. C'est à ce titre qu'il a participé à de nombreuses actions dans le quartier de Zola, à Nantes : distributions, porte-à-porte... Nous présentons nos sincères condoléances à Ida, son épouse et à ses proches.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET



NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00

E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro MAIA Pascal DIVAY
Véronique MAHE Benoît LUSSEAU
Yolande DREANO Jérémie RONDEAU
Alain BOURDEAU Michel RICA
Julien CHAILLOU Mathis VANDAMME

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)